

#MakeTradeFair

POUR UNE
ÉCONOMIE AU
SERVICE DE
LA PLANÈTE
ET DES DROITS
HUMAINS



OXFAM

Magasins du monde

06
L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA PLANÈTE ET DES DROITS HUMAINS

10
BRUXELLES, CAPITALE DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE ?

12
NOS COMMUNES SUR LE CHEMIN DE L'ÉQUITABLE !

22
ET SI VOTRE ARGENT POUVAIT CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

8
LA THÉORIE DU DONUT APPLIQUÉE AUX ENTREPRISES

18 Focus partenaires
LES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES EXISTENT !

14
DES RESSOURCES POUR APPRÉHENDER LA TRANSITION

16
LOI DE DEVOIR DE VIGILANCE : 5 MYTHES ET RÉALITÉS



DOSSIER:
POUR UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA PLANÈTE ET DES DROITS HUMAINS

En couverture : Les sculptures du taureau de Wall Street (Charging Bull - Arturo Di Modica) et de la jeune fille sans peur (Fearless Girl - Kristen Visbal) à quelque pas de la bourse de New York.
© Michael Fitzsimmons / Shutterstock

UNE PUBLICATION D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE Septembre 2022 • 82090
ONT COLLABORÉ À CE DOSSIER: Anabelle Delonnette, Pauline Grégoire, Simon Laffineur, Laura Pinault, Patrick Veillard
GRAPHISME: Lorent Fritsche

ÉDITEUR RESPONSABLE: Gaëtan Vanloqueren, Rue provinciale, 285 1301 Bierges • © 2022 Oxfam-Magasins du monde | redaction@mdmoxfam.be

Imprimé sur papier recyclé et FSC



OXFAM
Magasins du monde

CHANGEONS LE SENS DES AFFAIRES !

- Pauline Grégoire -

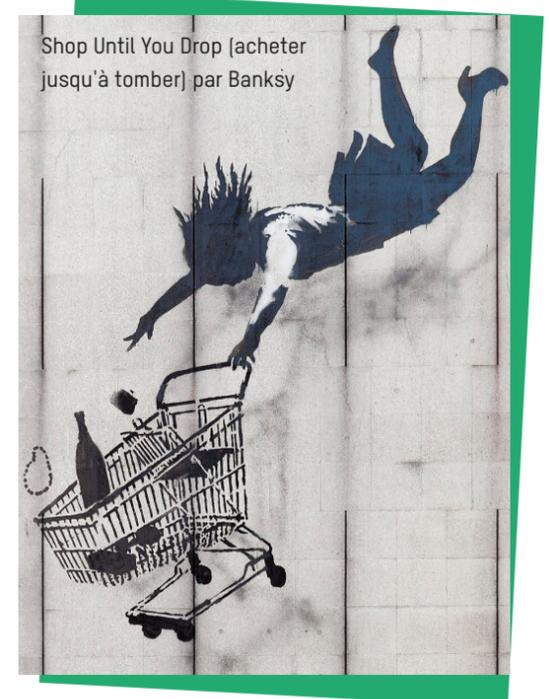
Quel est le lien entre commerce équitable, transition économique et écologique, droits humains et entreprises ? Réponse : la manière dont nous décidons de faire du business ! Face aux défis que nous devons relever si nous voulons encore vivre durablement sur notre chère planète, il n'y a plus de temps à perdre, il nous faut agir !

AGIR, OUI, MAIS OÙ, COMMENT, QUAND, ET AVEC QUI ?

C'est à ces questions que nous allons répondre dans ce dossier, qui propose une revue non exhaustive des nombreuses initiatives qui vont nous donner envie de se retrousser les manches ! La bonne chose avec les alternatives économiques, c'est que certaines existent depuis fort longtemps, et d'autres s'y ajoutent constamment : il y en a donc pour tout le monde !

Cette année, nous nous mobiliserons pour vous faire (re)découvrir le pouvoir des alternatives et pour un outil politique et législatif qui nous tient à cœur : la loi sur le devoir de vigilance des entreprises. Grace à cette loi, qui est en discussion en Belgique, au niveau européen, et dans d'autres pays, le terrain de jeu économique deviendra un peu plus égalitaire, à condition bien sûr que la loi soit assez ambitieuse. Cette loi permettra de rendre les entreprises responsables pour les éventuelles violations de droits humains et de l'environnement commises sur leurs chaînes d'approvisionnement et de les faire agir : les communautés affectées pourront aussi les poursuivre en justice. Elle devrait permettre une concurrence plus équitable entre les entreprises qui font des efforts et celles qui ont des activités prédatrices pour l'environnement et les droits humains.

Nous nous embarquons également à la rencontre de personnes engagées à différents niveaux de la société, et à la découverte d'outils pour



mettre à profit cette lecture. Sans oublier nos partenaires de commerce équitable, qui prouvent qu'une économie au service de la planète et des droits humains est possible!

Ce dossier a pour objectif de vous éclairer, vous inspirer, et vous donner envie de porter le changement où que vous soyez : salariat, entrepreneuriat, direction d'entreprise, poste politique... Nous sommes avant tout des citoyennes et citoyens, et nous le répèterons tant qu'il le faudra, le pouvoir est entre nos mains ! ■

BRÈVES

UN BALLON QUI NE TOURNE PAS ROND

Il y a déjà plus de 10 ans que le Qatar a été choisi pour accueillir le mondial fin 2022. Comme il se doit dans le monde du foot de haut niveau (et de hauts salaires), le pays a entamé de vastes chantiers. Un aéroport, de nouveaux stades, des hôtels, des routes ont poussé comme des champignons. Une nouvelle ville est même entièrement construite pour l'occasion. Mais cette frénésie d'infrastructures cache une triste réalité révélée dans la presse notamment par le journal The Guardian : on ne compte plus les migrant.e.s qui ont perdu la vie sur les chantiers. Le journal a également dénoncé les conditions de travail proches de l'esclavage : nourriture et eau manquante, papiers confisqués, paie qui n'arrive pas.

Dès lors, des voix se sont élevées pour boycotter la compétition et la pression n'a fait qu'augmenter comme en Norvège, au Danemark ou encore en Allemagne. À côté d'ONG de défense des droits humains, ce sont aussi des clubs et des fans qui refusent que leur équipe nationale participe au tournoi. Amnesty International demande à la FIFA et au Qatar de mettre en place un programme conséquent de réparation pour les centaines de milliers de personnes ayant subi des violations de droits humains.



6500

c'est le nombre de travailleurs migrants qui ont perdu la vie lors des chantiers lancés au Qatar pour accueillir la coupe du monde.

VIGILANCE CLIMATIQUE ? NOTRE AFFAIRE À TOUS !



Notre Affaire à Tous a publié son édition 2022 du Benchmark de la vigilance climatique des multinationales. Ce rapport passe au crible les mesures de vigilance climatique de 27 grandes entreprises françaises emblématiques issues de secteurs d'activités fortement émetteurs.

Selon le rapport, l'empreinte carbone cumulée de ces 27 multinationales s'élève à 1 651,60 millions de tonnes équivalent CO₂, soit près de 4 fois le total des émissions territoriales de la France en 2020 (396 Mt CO₂e).

Sans surprise, le rapport met en lumière le fait qu'aucune entreprise analysée n'est capable de démontrer sa conformité en matière de vigilance climatique. Le rapport

pointe notamment les manquements de la Société Générale, Auchan, Casino, Eiffage, Bolloré, Total Energies, Bouygues et BNP Paribas. Parmi les manquements soulignés, les multinationales n'identifient pas suffisamment émissions indirectes, ne reconnaissent pas leur responsabilité en matière climatique (alors que chacune doit faire sa part), et ne mettent pas en œuvre leurs engagements.

Un rapport qui rappelle l'utilité de lois internationales européennes et nationales ambitieuses et contraignantes pour impulser la transition chez celles et ceux qui se croient tout permis !

Pour lire le rapport complet <https://bit.ly/3KnYtzx>

OPEN SECRET, UN SECRET DE POLICHINELLE AU CŒUR DE LA MODE AU ROYAUME-UNI

En 2020, en pleine crise sanitaire, l'organisation Labour behind the Label publie un rapport et révèle au grand jour l'exploitation dans les filières de Boohoo, nouveau géant de la mode en ligne, à Leicester, ville historique de l'industrie textile britannique. Les conditions de travail désastreuses dans lesquelles près de 10 000 personnes fabriquent ces vêtements font encore une fois les gros titres. Les ateliers de fortune de la ville ne sont pourtant un secret pour personne. Ce dernier scandale « Made in Europe » va-t-il faire changer les choses ? AchACT en étroite collaboration avec Labour behind the label, vient de sortir un film-documentaire sur ce scandale. Tourné au Royaume-Uni, co-produit avec ZinTV, média bruxellois d'action collective, n'hésitez pas à contacter achact.be pour faire venir le film et le débat dans votre commune.

La Bande d'annonce : <https://vimeo.com/706095086>



0,009%

de chiffre d'affaires : c'est le coût estimé de la mise en œuvre d'un devoir de vigilance efficace pour les multinationales tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Cela coûterait par exemple 4,617 millions d'euros à Amazon (51,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2021), ou 1,911 millions à Adidas (sponsor des Diables Rouges) pour un chiffre d'affaires de 21,234 milliards d'euros. Ce coût est estimé par une étude de la Commission Européenne.

RENDEZ NOUS NOS TERRES !

L'entreprise belge SIAT est épinglée par FIAN et les communautés ivoiriennes pour des accaparements de terres en Côte d'Ivoire. SIAT fait partie des cinq grandes entreprises qui contrôlent à elles seules 75% des plantations de palmiers à huile en Afrique. Elle revend des produits à base d'huile de palme à des marques telles qu'Unilever et Nestlé, et revend des produits en caoutchouc à Michelin



et Goodyear (entre autres). SIAT a étendu son contrôle des terres sans garantir les droits des communautés locales, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Nigeria. Les témoignages concordent quant aux impacts de l'entreprise dans ces différents pays: accaparement des terres menaçant notamment la souveraineté alimentaire des communautés locales, pertes de biodiversité, dégradation de l'environnement et vive répression aux oppositions aux activités de l'entreprise menées par les populations.

Pour lire le rapport complet <https://bit.ly/3PJbswZ>

L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA PLANÈTE ET DES DROITS HUMAINS

- Pauline Gregoire -

Photo : The Whip (le fouet) par Banksy

Crise économique, pandémie, urgence climatique, augmentation des inégalités, nous ne pouvons pas étendre les limites planétaires à l'infini au service de notre seul profit. Nous ne pouvons non plus continuer à exploiter la misère et maintenir la majorité de la population mondiale dans une situation précaire où elle n'aurait pas accès à ses besoins de bases. Il faut donc faire de l'économie autrement.

DES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES À REMETTRE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Le tableau est sombre, mais fort heureusement, **des alternatives économiques existent depuis maintenant plus de 50 ans.** Économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social, commerce équitable, coopératives, SCOP etc. Toutes ces alternatives ont un point en commun : la structure de leur modèle économique qui permet de réinvestir le profit généré au service de besoins sociaux ou environnementaux. Une idée

fondamentale : la redistribution, plutôt que l'accaparement et l'accumulation.

Si ces modèles économiques posent évidemment la question des inégalités (à qui profite réellement les services proposés, qui peut entreprendre et qui a accès aux financements, comment assurer le paiement d'un salaire/revenu décent systématique?), ces modèles sont pionniers dans la construction d'un monde plus juste.

En Belgique, en Europe et sur les autres continents, ces structures remettent debout des filières entières, permettent à des artisanes d'accroître

leurs revenus et leur savoir-faire, proposent des modèles de gestion d'entreprise basés sur la démocratie participative, interrogent leurs mécanismes de financement... Elles poussent l'économie conventionnelle à se ré-inventer, et démontrent que nous pouvons continuer à générer de l'activité économique sans tout détruire, dans le respect des limites planétaires et des droits humains. Les exemples et les témoignages ne manquent pas pour illustrer le long chemin qu'il reste à parcourir pour les entreprises dites conventionnelles vers une véritable transition économique.

PASSÉ L'ÉTAT DES LIEUX, COMMENT AGIR ?

Légiférer pour réguler les activités des entreprises partout dans le monde

Les initiatives volontaires des Etats et des entreprises ne suffisent plus. A l'ONU, au sein de l'Union Européenne et en Belgique, le devoir de vigilance est sur toutes les tables. Un traité international contraignant, une directive européenne et une loi belge pourraient permettre aux communautés affectées par des activités économiques d'entreprises (quelles qu'elles soient) d'obtenir réparation pour les dommages environnementaux et humains causés. Les entreprises seront dans l'obligation de rendre des comptes, analyser et atténuer les risques sur leurs chaînes de production. Plus possible de fermer les yeux sur leurs exactions, elles deviendront responsables de leurs chaînes de production. Plusieurs pays membres et non-membres de l'UE se sont dotés de lois nationales à ce sujet (Royaume Uni, Pays Bas, France, Allemagne, Norvège entre autres). En Belgique, une proposition de loi nationale est en cours de discussion au Parlement Fédéral depuis 2021.

Prendre en compte toutes les parties prenantes

Plusieurs voies sont possibles : la concertation (à chaque étape clé d'un projet), des projets de collaboration entre société civile et entreprises (à l'instar d'Unilever et d'Oxfam Grande Bretagne), des recherches rigoureuses, comme l'évaluation de l'impact des droits

humains (Human Rights Impact Assessment) qui propose une méthode d'audit spécifiquement centré sur les droits humains dans des chaînes de valeur spécifiques.

Interroger son modèle d'entreprise et de gouvernance

Toutes les innovations et projets d'entrepreneuriat ne sont pas bons par essence, ni pour les droits humains, ni pour la planète. Pour s'inscrire dans la transition, il est essentiel d'interroger son modèle de gouvernance, ses instances décisionnelles, son modèle de réussite d'entreprise, l'intégration de ses pratiques d'achats et de ses stratégies RSE au service d'un même objectif, et de pouvoir faire des choix à la hauteur des défis rencontrés.

Engagement citoyen : actionnaire, épargnante, consommateur/rice, électeur/rice, il y a toujours moyen d'agir

Dans la sphère citoyenne, il existe également plusieurs façons de se mettre en mouvement pour changer le sens des affaires et rendre l'économie plus juste.

- Lutter contre l'évasion fiscale : l'argent évadé pourrait permettre de financer la création d'entreprises, des programmes d'entrepreneuriat, des formations, des services de recherche et d'innovation, ou des services publics de santé et d'éducation universels.
- L'activisme actionnarial : les actionnaires ont le pouvoir de proposer des résolutions aux comités exécutifs des grandes entreprises, et d'amener des sujets de discussion sur la table.

Une technique utilisée dans tous les secteurs : big pharma, énergies fossiles, marques de prêt à porter.

- Consommer responsable et équitable : en garantissant son accessibilité au plus grand nombre, et interpellant les élites sur leur consommation déraisonnée.

Repenser l'enseignement de l'économie

Impossible de repenser l'économie sans en réformer son enseignement, pilier de la transition écologique et économique. Les économistes occupent nos scènes médiatiques, conseillent nos élu-e-s et nos gouvernements et leurs conseils et visions ont un impact décisif sur les politiques publiques et sur nos sociétés. Face à l'absence de pluralisme dans l'enseignement majoritairement dominé par la doxa néo-classique, il faut actualiser les cours et les sujets de recherche pour que les études économiques touchent au plus près le réel, et intègrent les questions climat-énergie-biodiversité.

Le changement arrive, que nous le voulions ou non. Pour ne pas se laisser submerger par le désespoir, l'éco-anxiété ou la résignation, il est important de comprendre les enjeux auxquels nous devons faire face, dans notre quotidien, notre société et notre monde. Les implications de nos actions sont multiples et transformatrices, porteuses d'impacts, négatifs ou positifs. À nous donc de nous saisir de ces enjeux pour proposer des réponses conscientes, informées et porteuses de justice et d'égalité. ■

ERINCH SAHAN: LA THÉORIE DU DONUT APPLIQUÉE AUX ENTREPRISES

- Propos recueillis par Pauline Gregoire -

Nous avons rencontré Erinch Sahan, dont le rôle est d'appliquer le cadre du Donut aux entreprises et de comprendre ce qu'elles pourraient faire différemment. Il se prépare à lancer une boîte à outils pour les entreprises à partir de septembre 2022. Nous avons donc exploré ensemble les prémisses de ces outils pour prendre la route de la transition vers des modèles régénératifs et distributifs.



Qu'est-ce que les outils « Donut » pour les entreprises ciblent en particulier ?

La question centrale à laquelle nous tentons de répondre est : comment puis-je m'assurer que la conception de mon entreprise contribue à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés et à répondre aux besoins et défis du 21e siècle, c'est-à-dire être régénératrice et distributive par essence.

Aujourd'hui, il ne suffit pas d'être durable, il faut régénérer ! Nous devons réparer le mal commis. Le modèle régénérateur est ciblé sur l'environnement, mais aussi sur le plan social à travers le partage de la valeur ajoutée avec les personnes qui la créent. Il s'agit de se poser des questions profondes : comment sommes-nous préparés à faire face à l'économie de demain ? Le modèle d'entreprise du 21ème siècle est basé sur la génération de profit et

l'extraction de la valeur autant que possible. Réduire son impact ? D'accord, mais seulement si cela rapporte plus d'argent. Or, on atteint une certaine limite : les entreprises ne mettent pas en œuvre des solutions qui ne sont pas assez rentables. Elles freinent la poursuite de l'agenda climatique et social.

Ces outils permettent donc d'observer la structure de l'entreprise, et de voir si elle est véritablement alignée avec les défis environnementaux et sociaux. La théorie du Donut est très macroéconomique. Mais pour les entreprises, cela signifie, en terme concret, d'approfondir la conception même de l'entreprise, de prendre des mesures, de comptabiliser la valeur et les actions autrement, d'adopter des pratiques différentes, de faire preuve de leadership. Pour débloquer ce potentiel, il faut transformer la conception de l'entreprise.

À qui s'adressent les outils du donut ?

Une multinationale ou une PME peut-elle appliquer ces outils ?

Ces outils sont envisagés comme un parcours pour toute entreprise - on ne vous juge pas parce que vous êtes une PME, une coopérative ou une multinationale cotée en bourse - nous démarrons là où vous en êtes maintenant avec un premier bilan. Quel est votre impact actuel (négatif et positif) ? Quelles sont vos folles ambitions ? Comment sont conçus vos produits et services ? Un exemple que nous pouvons citer est le FairPhone, qui a une structure unique et originale au service de sa mission : la conception, la fabrication et la vente de son produit.

ON NE PEUT PAS VRAIMENT PARLER DE TERRAIN DE JEU ÉGAL SANS SOUTENIR LA CRÉATION D'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.

Comment ces outils sont-ils compatibles avec les principes de devoir de vigilance ?

La réglementation doit renforcer aussi les moyens dont on dispose. Elle agit comme un moyen de rendre le terrain de jeu égal et parfois, elle est construite d'une manière qui répond au modèle d'affaire dominant des entreprises du 21e siècle. Or, on ne peut pas vraiment parler de terrain de jeu égal sans soutenir la création d'alternatives économiques, les renforcer et encourager un changement dans les modèles de gouvernance et de finance. La question est donc comment réguler pour assurer un terrain de jeu égal qui nous amène à un niveau d'exigence maximal pour répondre aux défis environnementaux et sociaux.

Comment voyez-vous le rôle des services publics / institutions financières ? Comment voyez-vous le rôle de la société civile ?

Il faut faire bouger les termes du débat vers « ce que nous avons besoin que les entreprises soient ». Comment partager le pouvoir, où vont les profits, comment sont-ils réinvestis ? On entend souvent que les dividendes ont augmenté mais que les agriculteurs/trices restent coincés dans la pauvreté. Comment redistribuer ? Nous devons déplacer la conversation vers cela et nous devons parler d'argent et de pouvoir. Si nous regardons d'autres modèles d'affaires : qui est gardien de l'objectif de l'entreprise ? A-t-il un droit de veto ? Un intérêt dans la finance de l'entreprise ? Comment construire des start-ups qui finissent par être détenues par les communautés plutôt que par des instituts financiers ? Nous devons aussi interroger le rôle de la finance puisque c'est là que la plupart des décisions sont prises.

Nous parlons parfois d'entreprises contributives/régénératives - qu'est-ce que cela signifie selon vous, et quels sont les éléments clés pour en devenir une ?

Au DEAL, nous basons notre travail sur le cadre développé par Marjorie Kelly qui propose 5 concepts clés pour être une entreprise régénérative par essence : - le but (pourquoi existez-vous) - votre réseau (comment faites-vous du commerce, comment est-il structuré, à quel point êtes-vous éloignés dans votre chaîne d'approvisionnement des produits de base) - la gouvernance (structure de pouvoir et de responsabilité) - l'actionnariat (quel est le rôle des actionnaires et des propriétaires de l'entreprise) et la finance.

Ce que nous réalisons dans notre travail quotidien avec les entreprises alternatives, c'est qu'il existe une grande diversité de structures (coopératives, entreprises sociales, entreprises détenues par les employé-e-s...). Et nous avons réalisé que nous pouvons adapter les structures alternatives d'entreprises à notre contexte, on peut choisir ce qui répond à nos ambitions. Pour cela il faut oser ouvrir la boîte de Pandore de l'entreprise et observer les milliers de fleurs qui vont y pousser !

Comment pourrions-nous appliquer ces outils dans le cadre d'un partenariat de commerce équitable ?

Les caractéristiques des entreprises de commerce équitable sont uniques. Et c'est à travers ces caractéristiques qu'elles sont différentes des multinationales. Les entreprises de commerce équitable se mettent au service de l'environnement et/ou d'une mission sociale par essence, et non pas par intérêt purement économique.

Je pense que les organisations de commerce équitables gagneraient à encore mieux raconter l'histoire de leur structure, et la manière dont elles sont conçues pour servir d'inspiration.

Quel est le plus grand défi lorsqu'il s'agit de proposer un nouveau paradigme économique à des entreprises profondément ancrées dans l'économie libérale ?

La première fois que nous abordons ces questions, il y a une résistance, cela semble inconfortable, car personne ne parle vraiment de ça. La plupart des entreprises nous demande de leur donner quelque chose de pratique, qu'elles peuvent appliquer tout de suite. Il s'agit surtout de se demander « comment souhaitons nous évoluer? », et de démontrer les avantages pratiques de s'engager dans ce processus : la résilience à long terme, comment cela va débloquer vos finances, renforcer les relations avec les maillons des chaînes d'approvisionnement, comment allez-vous protéger l'héritage de votre entreprise, comment vous allez répondre aux défis futurs...

Des exemples de réussite seront partagés à partir de la rentrée 2022, et ce qui nous importe surtout c'est de concevoir des outils qui puissent constituer un parcours efficace pour n'importe quelle entreprise. Nous avons pour l'instant organisé 6 sessions de projets pilotes à Amsterdam dans différents secteurs d'activité. C'est une grande et passionnante conversation que nous sommes impatients de continuer ! ■

Le Donut Economic Action Lab (DEAL) - Laboratoire d'Action de l'Économie du Donut - a été créé en 2019 pour mettre en pratique l'économie du Donut, créée par Kate Raworth. L'économie du donut est une boussole qui permet de mettre l'économie au service des besoins des personnes dans la limite de ce que la planète peut offrir.

BRUXELLES, CAPITALE DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE ?

- Propos recueillis par Pauline Grégoire -

Nous avons rencontré Barbara Trachte, Secrétaire d'État à la Transition économique et à la Recherche scientifique dans la région Bruxelles Capitale, pour parler de la transition économique et de ce qui est en train d'être mis en place à Bruxelles.

Quels sont vos priorités pour la mise en œuvre de cette stratégie pour la transition économique de la région bruxelloise ?

Bruxelles est un terrain fertile et favorable à l'innovation en matière économique. C'est une région avec une grande population étudiante diverse : des hautes écoles, des équipes de recherche, beaucoup de jeunesse. Il y a donc un dynamisme entrepreneurial et une certaine conscience des enjeux écologique et sociaux. Notre première priorité était donc de renforcer les mécanismes d'accompagnement régionaux, comme des outils d'incitation au financement, d'accueil des entreprises. Maintenant il s'agit de généraliser la transition économique. Dans certains secteurs, les pouvoirs publics étaient déjà bien présents (par exemple le secteur de la construction). Maintenant nous voulons que dans tous les domaines, les opportunités de transition soient saisies.

La région de Bruxelles a également été pionnière dans la réflexion autour de la théorie économique du Donut, comment cela a-t-il inspiré la stratégie ? Comptez-vous encourager les acteurs économiques à s'y intéresser ?

Le donut est la base théorique de notre stratégie. L'économie classique a des indicateurs qui ne répondent pas aux enjeux. Puisque les impacts sociaux et environnementaux sont ce qui nous intéresse et qu'il faut internaliser les externalités, il nous fallait des nouveaux outils. L'outil le plus complet pour nous permettre de faire ça, est l'économie du donut.

La question de son application à l'échelle de la région bruxelloise s'est posée ensuite et nous sommes devenus la deuxième ville d'Europe à appliquer la théorie. Nous avons obtenu le portrait



donut de la région mais nous avons aussi développé des outils qui permettent d'évaluer une stratégie politique, d'appliquer le concept du donut à une entreprise (cahier méthodologique disponible) ou de faire le portrait d'un objet du quotidien (dimension plus pédagogique). Nous avons co-construit ce portrait avec des citoyennes et citoyens.

Nous avons bien entendu rencontré une certaine résistance mais moins qu'imaginée au départ. En 2019, au moment où l'accord de majorité est paru, nous avons déjà réaligné nos objectifs économiques sur nos objectifs environnementaux. Six mois plus tard, le Green Deal européen est sorti. Notre intuition a donc été soutenue par une impulsion forte de la Commission Européenne sur le discours autour de la transition économique. La pandémie a aussi beaucoup fait réfléchir sur la fragilité du système, au niveau macro-économique et au niveau individuel. Une des leçons de la pandémie est aussi que ce discours au départ marginal est devenu plus répandu.

Comment soutenir le changement de business model à l'échelle d'une région ?

Les outils régionaux dont nous disposons maintenant sont des outils d'accompagnement, de financement (participation, prêts) ou d'hébergement (des activités productives). Pour nous, il s'agit de rapprocher la production de la consommation. Ces outils et critères doivent pousser et inciter vers la transition, pour l'imposer petit à petit. Nous souhaitons changer le rapport à l'entrepreneuriat et pour cela nous prenons en compte des critères financiers et non financiers. Le levier important reste évidemment les marchés publics. Les pouvoirs publics sont de gros clients et doivent être exemplaires en matière de transition. Nous avons donc tout à gagner de créer ce marché et pousser des activités de transition.

IL Y A DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES À LA TRANSITION ET LES ENTREPRISES BRUXELLOISES DOIVENT LES SAISIR

Selon vous, comment concilier transition et rentabilité ?

Je ne pense pas qu'il faille opposer rentabilité et impact. De plus en plus de projets sont matures sur leurs business model. Il y a des opportunités économiques à la transition et les entreprises bruxelloises doivent les saisir. Nous finançons donc des activités commerciales et des projets durables (qui doivent pouvoir gagner de l'argent pour être durable). Les grilles de lecture sont différentes (avec des critères financiers et non financiers), le regard des analystes est différent et nous avons renforcé nos critères d'analyse. On regarde les dossiers de manière diachronique : on veut accompagner la transition, donc on examine aussi la potentialité des projets.

Une loi nationale sur le devoir de vigilance pourrait-elle appuyer votre stratégie ?

Oui bien sûr, à l'heure actuelle, les entreprises qui intègrent les externalités sont dans une position concurrentielle défavorable. Ce qu'on attend de cette législation c'est la justice. Tout ce qui contribue à une juste concurrence est une bonne chose.

Comment démontrer l'exemplarité des entreprises au niveau social et environnemental ? Les labels et certifications sont-ils suffisants ?

Une des spécificités qu'on a en région bruxelloise

est que les entreprises sont très petites – indépendant-e-s, petits commerces – donc si nous devons leur demander des choses en plus, cela doit être le plus simple possible. Nous devons nous appuyer sur des choses déjà existantes, avec lesquelles ils/elles sont familier-e-s. On doit faire un travail avec les labels pour savoir s'ils sont suffisants – le but est quand même de pousser les personnes à s'améliorer. Il faut faire attention au greenwashing et encore une fois, pour cela, la théorie du donut

nous aide car elle tient compte de tout en même temps, et évite de choisir les choses qui nous intéressent au détriment d'autres.

Comment inclure les plus grandes entreprises dans cette stratégie ?

C'est un grand défi, mais je reste plutôt optimiste. Nos contacts à Bruxelles sont plutôt bons et encourageants. Soit parce que ces entreprises sont poussées par l'intérieur (leurs employé-e-s) ou par l'extérieur (pouvoirs publics) ou par conviction. Elles se rendent compte qu'elles doivent faire quelque chose. Il faut saisir les opportunités de ces grands employeurs lorsqu'ils nous abordent. Nous devons les cueillir pour leur parler du donut et de la transition et les encourager à adapter leur action. Nous cherchons à être inclusif et nous cherchons aussi des grandes entreprises qui veulent implémenter le donut chez elles, qui seraient prêtes à se lancer dans cette démarche de recherche. Nous souhaitons faire évoluer les connaissances.

Qu'est-ce qui vous anime le plus dans cette stratégie Shifting Economy ?

La même inspiration qui a poussé les gens dans la rue il y a trois ans (ndlr : la manifestation pour le climat de décembre 2019) : il n'y a pas de temps à perdre ! Nous avons des défis colossaux à relever qui sont urgents donc nous devons avancer et le faire concrètement !

Le mot de la fin :

Lancez-vous ! C'est le moment et ça n'a jamais été aussi favorable. A Bruxelles on est prêt à vous accueillir, à vous accompagner, vous financer, à construire un business model durable, Bruxelles doit être capitale de la transition économique et doit être durable sur son territoire et en dehors ! ■

NOS COMMUNES SUR LE CHEMIN DE L'ÉQUITABLE !

- Pauline Gregoire -

Depuis plus de 15 ans, les titres honorifiques de "Communes du commerce équitable" fleurissent en Belgique. Plus de 200 communes font partie de la campagne en Flandres, et 52 en Fédération Wallonie-Bruxelles. Être une commune de commerce équitable : ça veut dire quoi ?



L'objectif de la campagne est de sensibiliser au commerce équitable et d'intégrer la thématique au sein des communes. L'objectif à long terme est de générer un changement de comportement de consommation et de production dans ces localités. Les communes qui s'engagent de façon active et participative pour le commerce équitable reçoivent le titre honorifique de « Commune du commerce équitable ». L'obtention du titre est un chemin collectif qui engage de multiples acteurs à tous les niveaux (élu-e-s, corps enseignant, commerçant-e-s...)

En Wallonie et à Bruxelles, la campagne CDCE est portée par Oxfam-Magasins du monde, Miel Maya Honing et Fairtrade Belgium, avec le soutien de la Direction générale de la Coopération du Développement.

Alors, que se cache-t-il derrière une certification commune du commerce équitable ? Quels sont les défis que rencontrent les communes certifiées pour influencer sur les changements de consommation et la transition économique ? Quel levier le commerce équitable peut-il offrir pour y contribuer ?

Nous avons recueilli quelques témoignages d'élu-e-s et membres des équipes communales pour en savoir plus.

Les défis des communes

Une fois que l'on est commune du commerce équitable, il ne s'agit pas de se reposer sur ses lauriers. En effet, les défis sont de taille : « Continuer à mobiliser les acteurs, maintenir la dynamique du comité de pilotage, définir les indicateurs de performance et mesurer l'action... » témoigne Marion Mélanie de la commune de Rixensart.

Un témoignage étayé par Caroline Laroye, coordinatrice de la campagne CDCE « Il y a aussi un réel défi à maintenir et intégrer le commerce équitable dans l'agenda politique, et ce malgré les élections ou les changements de majorité. Les comités de pilotage peuvent parfois se sentir peu soutenus ou pas pris en compte dans les affaires courantes de la commune alors que l'intégration du durable et de l'équitable dans les discussions devrait être automatique ».

En effet, être commune du commerce équitable c'est aussi combattre les idées reçues. Parmi elles, le fait que privilégier le commerce équitable irait à l'encontre de la valorisation des produits locaux et durables. Si la question des circuits courts, de l'agriculture locale, et la tendance au repli sur soi en sortie de pandémie sont plutôt à l'ordre du jour politique en ce moment, elles ne devraient pas entrer en compétition avec le commerce équitable. Tout simplement car circuits courts, agriculture locale et durable et commerce équitable ne concernent ni les mêmes produits, ni les mêmes critères de savoir-faire ou d'approche. Elles sont plutôt complémentaires.

« Un de nos défis reste d'assurer une formation continue aux différents fonctionnaires sur le commerce équitable, et les outils pratiques qui existent. Nous faisons en sorte que des réflexes soient pris, notamment en matière d'alimentation et de textile », conclut Caroline Lhoir de la commune de Woluwe Saint Pierre.

Quels liens entre le tissu économique de la commune et le titre de commune du commerce équitable ?

Selon Caroline Laroye « Le secteur économique joue un rôle de fournisseur mais aussi de vitrine pour sensibiliser les acheteurs-euses des secteurs public ou privé. La commune, en étant certifiée

et en respectant les critères, participe à soutenir l'ensemble de la production de richesse localisée sur le territoire, et à influencer et sensibiliser sur des enjeux sociaux et environnementaux aux niveaux local et international. »

Du côté de certaines communes avec un tissu économique réduit (commerces de base), « il faudrait une volonté de la part des quelques acteurs économiques, notamment les restaurants, pour pérenniser et renforcer l'impact de l'action » explique Tanguy Wera, de la commune de Stoumont. A Nivelles, Evelyne Vanpée propose « Je pense qu'avoir en

ORGANISER DES PROJETS CRÉATIFS ET LUDIQUES AVEC UN PUBLIC D'ENFANTS EST GÉNÉRATEUR DE CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS DANS LES FAMILLES.

permanence un « tableau-baromètre » par commune, renseignant les associations, les commerces, les écoles qui sont partenaires créerait une certaine émulation. Il faut aller les voir en direct pour leur expliquer l'enjeu et mettre en avant le fait qu'on donnerait une certaine publicité à leur engagement! ».

A Rixensart, si certains commerces et membres de l'Horeca se lancent dans l'aventure du commerce équitable, l'enjeu du dynamisme et de la mobilisation reste le même : « impliquer l'agent communal responsable de la relance économique, et tirer parti du changement de pratiques de consommation induit par la crise sanitaire (plus orienté vers le local et circuit court) » pourraient permettre de renforcer les initiatives communales autour du commerce équitable, selon Mélanie Marion.

Remettre le commerce équitable à l'agenda politique est donc une clé de réussite pour des communes qui souhaitent promouvoir le local et le durable en plus d'un titre honorifique lié à l'équitable. Il faut en effet garder en tête que toute notre économie, nos moyens de productions et nos réseaux sont interconnectés. Utilisons cette interdépendance à bon escient. Nos

choix politiques locaux auront un impact ailleurs dans le monde, et sur la planète.

Des bonnes pratiques pour nous inspirer

Donner du sens à nos communes et à notre consommation peut être plus créatif et rassembleur qu'on ne le croit, et certaines initiatives regorgent de bonnes idées et d'originalité !

A Stoumont, « nous remettons des paniers de produits équitables Oxfam à la place des coupes lors des compétitions sportives et nous en donnons comme cadeau de mariage de la part de la commune aux jeunes mariés ». Du côté de Rixensart, Mélanie Marion conseille : « organiser des projets créatifs et ludiques avec un public d'enfants est générateur de changements de comportements dans les familles. » La commune a organisé régulièrement, depuis 2017, des pièces de théâtre, chorégraphies, spectacles de marionnettes, chansons et fresques avec des écoles et des associations locales pour donner vie aux valeurs du commerce équitable.

A Woluwe Saint Pierre, Caroline Lhoir recommande de « créer des synergies. Notre Centre culturel et le service Développement durable organisent par exemple des événements culturels tournés vers l'alimentation durable ou la question du textile. Il faut aussi ouvrir plus largement le comité de pilotage et relayer les initiatives citoyennes ».

Un dernier conseil de la commune de Rixensart : « fédérer autour de la semaine du commerce équitable et sensibiliser en mêlant plusieurs thématiques et activités : commerce équitable, patrimoine, mobilité douce, repas équitable peuvent donner un rallye pédestre ou à vélo, des balades gourmandes, un village équitable etc... » ■

Toutes les initiatives et informations de la campagne des communes du commerce équitable sont disponibles sur www.cdce.be

QUELQUES RESSOURCES POUR APPRÉHENDER LA TRANSITION

- Pauline Grégoire -

Parce que le futur de l'économie se construit depuis longtemps, nous vous proposons cette boîte à outils (non exhaustive) pour appréhender la transition avec les entreprises et titiller vos réflexions !

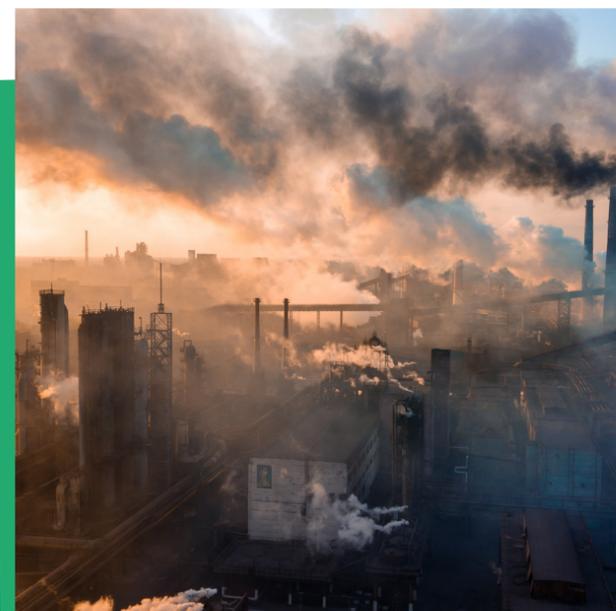


REPENSER LE DESIGN DE SON ENTREPRISE

En s'appuyant sur le travail de Marjorie Kelly, spécialiste en théorie et pratiques des organisations, le DEAL propose cinq caractéristiques qui façonnent en profondeur ce qu'une organisation peut faire et être dans le monde : son objectif, ses réseaux, sa gouvernance, sa propriété et ses finances.

Retrouvez la vidéo explicative par Kate Raworth ici : youtu.be/J_WPzDVpKvw

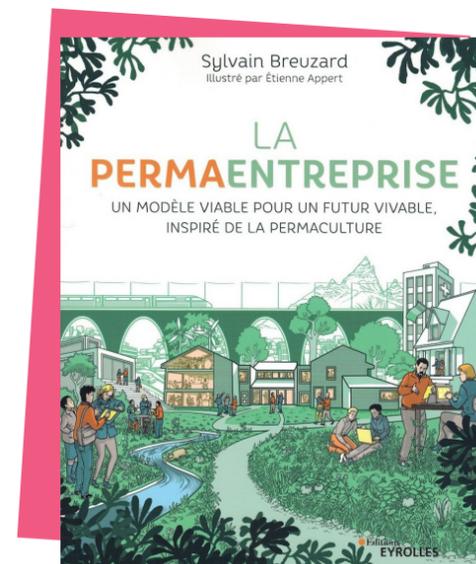
Plus de ressource sur le site du Donut Economic Action Lab : doughnuteconomics.org



FINANCE DURABLE : DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR DÉCARBONER LA FINANCE

Comment mettre la finance au service du climat ? L'ONG Reclaim Finance agit comme un contre-pouvoir citoyen pour pousser les acteurs financiers à agir au profit de la planète et des droits humains. Suivi des assemblées générales des banques et des entreprises d'énergie fossiles, Reclaim Finance propose des éléments d'analyses, de suivi (le Coal Policy Tool [qualité des politiques charbon], The Oil and Gas Policy Tracker pour enquêter sur les pratiques des institutions financières dans les secteurs de l'énergie fossile et des recommandations pour les acteurs de la finance.

En savoir plus : reclaimfinance.org



PERMA-ENTREPRISE : SI L'ENTREPRISE S'INSPIRAIT DE LA PERMACULTURE ?

L'auteur de l'approche, Sylvain Breuzard, décrit la perma-entreprise comme basée sur trois piliers éthiques inspirés par la permaculture : prendre soin des humains, préserver la planète, se fixer des limites et partager équitablement. La perma-entreprise se fixe des objectifs d'impact exigeants, utilise ses ressources de manière sobre et régénérative, et s'appuie sur ses parties prenantes pour générer des solutions innovantes et ambitieuses.

En savoir plus : www.permaentreprise.fr

LA COMPTABILITÉ AU SERVICE DE L'IMPACT

Dans leur ouvrage sur l'entreprise contributive, les auteurs F. Bonnifet et C. Puff-Ardichvili proposent deux méthodes pour mesurer la valeur d'une entreprise en fonction des impacts positifs et négatifs qu'elle a sur l'environnement (pollution, destruction de l'écosystème) et les humains (inégalités sociales, maladies, exploitations) : la méthode Thésaurus-Bercy et le Triple Capital Accounting.

En savoir plus : entreprisecontributive.blog



HUMAN RIGHTS IMPACT ASSESSMENT : COMMENT SAVOIR CE QUI SE PASSE DANS LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT ?

Développé à différents niveaux d'une chaîne de valeur pour évaluer les risques associés aux violations de droits humains, l'évaluation d'impact des droits humains (HRIA) est un outil concret et ambitieux au service des entreprises et des gouvernements désireux d'appliquer les Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme. Le HRIA consiste à identifier, comprendre, évaluer et traiter les causes profondes et effets négatifs d'activités d'une entreprise qui mènent aux violations de droits, afin de proposer des actions concrètes de réparation aux entreprises concernées. Cet outil permet un véritable travail de terrain, de collecte de données et d'engagement avec les parties prenantes, en particulier les personnes concernées directement ou indirectement par les activités de l'entreprise.

En savoir plus : policy-practice.oxfam.org



LOI DE DEVOIR DE VIGILANCE : 5 MYTHES ET RÉALITÉS



Mythe 1: Une loi nationale est inutile sans un cadre européen

Réalité : la législation nationale renforce la dynamique, prépare les pays à la législation européenne et les place en position de leader. Ils deviennent mieux placés pour influencer les discussions sur les règles de l'UE et des Nations Unies.

Ainsi, ils contribueront à faire progresser la qualité et l'efficacité de la législation européenne et internationale. Les progrès réalisés aux niveaux national, régional et international sont donc complémentaires, se renforcent, et sont tous nécessaires pour combler le déficit actuel de gouvernance mondiale en matière de droits humains et d'entreprises.

Mythe 2: Le devoir de vigilance est un poids économique pour les grandes entreprises et encore plus pour les PME

Réalité : les exigences du devoir de vigilance sont proportionnelles à la taille des entreprises. Par ailleurs, le devoir de vigilance aide les entreprises à anticiper les risques potentiels qui peuvent avoir de graves conséquences juridiques, financières et de réputation – et donc coûter plus cher.

Toutes les entreprises commerciales, quelle que soit leur taille, devraient faire preuve de vigilance en matière de droits humains et d'environnement. Les PME, elles aussi, peuvent être directement liées à de graves impacts sur les droits humains et l'environnement.

Les études (notamment celle de l'OCDE intitulée «Quantifying the Costs, Benefits and Risks of Due Diligence for Responsible Business Conduct: Framework and Assessment Tool for Companies» [publiée en 2016] démontrent un coût d'instauration unique élevé, qui diminue avec le temps au fur et à mesure que l'expérience et l'expertise se développent. Ce coût est lié à la taille de l'entreprise.

De plus, les PME ont tendance à avoir moins de fournisseurs et de clients et à consacrer plus de temps dans le choix de leurs partenaires commerciaux. Cela permet des relations plus solides et de meilleure qualité, et offre une plus grande marge de manœuvre pour intégrer les questions relatives aux droits humains. En dehors du coût d'implémentation, c'est surtout le coût de l'inaction et de l'impunité des entreprises, pour la société et la planète qu'il convient de pointer. Ces coûts externalisés vers les individus, la société et l'environnement sont incalculables et non quantifiables en termes strictement monétaires mais doivent néanmoins être considérés comme prioritaires dans les discussions politiques sur les coûts et les bénéfices.

La mort d'un-e travailleur-euse, la perte d'une identité culturelle ou la dévastation de l'environnement ne peuvent être remplacées par une compensation monétaire. La liberté, la dignité, et les droits humains n'ont pas de prix.



Mythe 3: Les entreprises risquent de se désengager des pays après qu'une violation a lieu

Réalité : Selon les normes du devoir de vigilance, le désengagement ne doit être envisagé qu'en dernier recours, une fois que toutes les autres mesures aient été épuisées. Les faits montrent que le désengagement est rare.

Une approche où une entreprise se désengage simplement sans prendre de mesures supplémentaires ne serait pas conforme aux normes du devoir de vigilance.

Tout plan de désengagement doit prendre en compte la manière dont le désengagement pourrait avoir des impacts sur le terrain, et ses effets négatifs potentiels sur le plan social et économique.

Mythe 4: Les entreprises n'investiront plus dans les pays des Suds

Réalité : une législation sur le devoir de vigilance renforcerait la position de négociation des pays des Suds sans nécessairement compromettre l'investissement direct étranger.

Avant tout, les investisseurs recherchent un cadre d'investissement stable, un climat d'affaires sain et des conditions macroéconomiques favorables. La mise en place d'un environnement juridique équitable, stable et durable est un bon moyen d'attirer les investissements.

En fait, contrairement à une idée largement répandue, les études révèlent que des protections plus fortes en matière de droits humains et d'environnement peuvent bénéficier aux pays sous la forme d'une augmentation des investissements étrangers directs, alors que des normes plus faibles peuvent détourner ces investissements.

Mythe 5: Il est quasiment impossible de conduire un devoir de vigilance pour une entreprise

Réalité : les entreprises, en particulier les sociétés transnationales, réalisent d'énormes bénéfices chaque année et possèdent des ressources économiques et techniques pour identifier et superviser leurs activités, leurs fournisseurs et sous-traitants.

Lorsqu'il s'agit d'exercer un contrôle de qualité sur leurs chaînes d'approvisionnement, les entreprises disposent de systèmes sophistiqués pour identifier les produits défectueux et tenir leurs fournisseurs pour responsables, quel que soit le maillon de la chaîne où le défaut s'est produit.

Il devrait en être de même pour un produit dont le processus de production est entaché de violations des droits humains.

Les sociétés transnationales se cachent souvent derrière des chaînes de valeur mondiales complexes afin d'échapper à la responsabilité des abus liés à leurs activités commerciales. Elles ne devraient pas être autorisées à récolter les profits économiques que ce système leur procure tout en externalisant les coûts sociaux et environnementaux de leurs activités sur les communautés locales.

LES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES EXISTENT !

Nos partenaires de commerce équitable et fournisseurs durables partout dans le monde prouvent chaque jour qu'une économie au service de la planète et des droits humains est possible !

Pérou

CIAP INTERCRAFTS

Décoration, vêtements et accessoires en laine d'alpaca, bijoux, tapis et textiles, instruments de musique, jouets...

GROUPEMENT DE 250 PERSONNES ORGANISÉES EN 14 ASSOCIATIONS

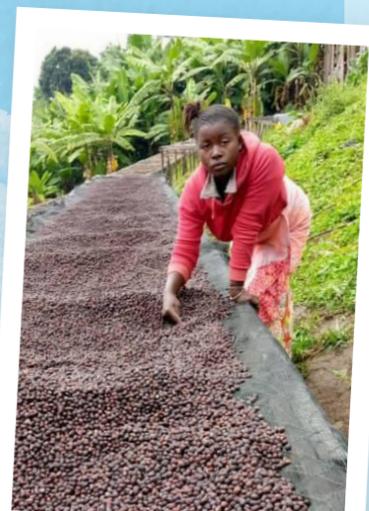
Particularité :

La CIAP a un fonctionnement démocratique. Ce sont les artisan-e-s qui prennent les décisions importantes relatives au fonctionnement de l'organisation et à son futur, via plusieurs instances au sein desquelles siègent des artisan-e-s.

Défi

Face à la baisse des commandes et la conjoncture économique, la CIAP cherche des alternatives pour poursuivre sa mission, telles que le tourisme solidaire et responsable, le développement du commerce au niveau local et national, et l'e-commerce.

INFOS EN PAGE 34



République démocratique du Congo

MUUNGANO

Café arabica certifié bio

COOPÉRATIVE DE PLUS DE 4.200 MEMBRES DONT PLUS D'UN TIERS DE FEMMES

Particularité :

En collaboration avec Oxfam Belgique, un projet de soutien à l'agroécologie a été développé auprès de plusieurs membres de la coopérative. Le but est d'aider à l'adoption de différentes pratiques agroécologiques. Les résultats au bout d'un an sont encourageants : la production d'un champ peut augmenter de 50% et la qualité du café est également meilleure.

Défi

Ce projet est l'un des 8 projets soutenus par le fonds européen pour la Justice Climatique, coordonnée par l'association européenne du commerce équitable (EFTA) dans le cadre de la campagne 'Let's do it fair'.

INFOS EN PAGE 30



Belgique

BAG TO GREEN

Produits zero déchet : sac à savon, poche à sandwich, poche à snack & filtre à café

TRAVAILLE AVEC DEUX ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTÉ

Particularité :

Une citoyenne engagée crée Bag to Green et avec l'aide d'entreprises de travail adapté propose des produits zéro déchet en lin dans une optique de durabilité et d'entrepreneuriat social.

Défi

« Evidemment j'ai besoin de sous pour vivre, mais je n'ai pas créé une entreprise pour gagner de l'argent. Je veux apporter quelque chose et gagner ma vie de façon juste. »
Isabelle Deltour, fondatrice

INFOS EN PAGE 25



Inde

CRC

Foulards, sacs en cuir écologique, textile et décoration d'intérieur, bijoux, jouets...

26 GROUPES D'ARTISAN-E-S

Particularité :

Une entreprise privée qui fait de l'économie sociale et solidaire, et qui est indépendante financièrement : la structure n'a reçu aucun subside depuis sa création.

Défi

CRC souhaite s'aligner toujours davantage sur l'économie circulaire au travers des produits et techniques comme le coton bio, l'éco-cuir, les teintures végétales, les produits recyclés et upcyclés.

INFOS EN PAGE 32



Sri Lanka

SELYN

Jouets et accessoires pour enfants en coton, vêtements, textile de maison et bijoux

ENTREPRISE SOCIALE DE PLUS DE 350 PERSONNES DONT 210 FEMMES

Particularité :

Une entreprise créée par et pour les femmes. Selyn gère toutes les étapes depuis l'achat du coton jusqu'au produit fini. Selyn est également certifiée par PETA : 100% de ses produits sont vegan. Elle est lauréate de l'appel à projet que vont soutenir Les Petits Déjeuners Oxfam pour son projet de fabrication et distribution de serviettes hygiéniques en tissus pour les femmes en situation de précarité économique.

Défi

Dans un pays actuellement en faillite, Selyn poursuit deux objectifs principaux : survivre jusqu'à l'année prochaine alors que tous les coûts augmentent, et jouer le rôle d'un filet de sécurité pour les femmes de sa communauté.

INFOS EN PAGE 20



Vietnam

CRAFT LINK

Bijoux, décoration d'intérieur et de Noël, poteries, vêtements et accessoires de mode

63 GROUPES D'ARTISAN-E-S DONT : 45% SONT ISSUS DE MINORITÉS ETHNIQUES

Particularité :

Craft Link cible uniquement des groupes sociaux marginalisés afin qu'ils puissent s'organiser, accéder au marché et mettre en valeur leur artisanat. Aujourd'hui, Craft Link est toujours dirigé par des femmes qui exercent un leadership dans toutes les sphères de l'organisation.

Défi

La rémunération des artisans et artisanes est 30 % plus élevée que le salaire minimum fixé par le gouvernement vietnamien. Le défi est de maintenir et faire progresser à la hausse ces salaires afin de pallier notamment l'inflation forte en raison de l'économie du pays qui a toujours été en croissance entre 1996 et 2021.

INFOS EN PAGE 28



UNE ENTREPRISE AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE

- Laura Pinault -

Selyn, une entreprise familiale fondée par une femme pour les femmes

En 1991, Sandra Wanduragala décide d'installer un atelier de production textile chez elle, dans son garage. Sandra est avocate, mère de deux enfants, et elle est préoccupée par la réalité socioéconomique et culturelle des femmes sri-lankaises des communautés rurales. Leurs rôles traditionnels d'épouses et de mères les éloignent du marché de l'emploi et réduit considérablement leurs

possibilités de gagner elles-mêmes un revenu, et donc, d'acquiescer une indépendance financière. La vision de Selyn se dessine : fournir aux femmes un accès à l'emploi, et les moyens et les compétences pour s'y épanouir, via un modèle d'entreprise durable qui vise l'émancipation ces femmes.

Constituée avec quinze artisanes, Selyn compte aujourd'hui un réseau d'artisan-e-s et salarié-e-s d'environ 400 personnes, et une communauté élargie de plus de 1000 personnes.



Le frère de Sandra rejoint l'aventure, suivi quelques années plus tard par la fille de Sandra, Selyna, qui a inspiré le nom de l'organisation. Au fil des années, le cœur de la mission de Selyn est demeuré identique : améliorer les conditions de vie des artisan-e-s vivant en zone rurale en leur fournissant des opportunités de travail durable.

Le modèle d'organisation et le fonctionnement de Selyn reflètent cet engagement. Les formes d'emplois varient afin de donner de la flexibilité aux femmes pour qu'elles puissent répondre à leurs obligations familiales : travail à temps partiel, travail à domicile, et soutien à l'entrepreneuriat. Ainsi Selyn a aidé à l'installation de plusieurs ateliers indépendants dans différents villages, qui emploient eux-mêmes une quinzaine de

personnes, au plus proche de leur foyer. Selyn les accompagne dans le processus de production et commercialise leurs créations.

La Fondation Selyn

En 2009, Sandra Wanduragala décide d'aller encore plus loin et crée la Fondation Selyn pour le Développement Socio-économique, pour accompagner les femmes vers plus d'émancipation. Comme le raconte Kavindi Bandara, chargée de projets pour la Fondation : « nous pensons qu'avoir un travail ne signifie pas automatiquement l'émancipation. Les personnes doivent être capables de gérer leur foyer, leurs enfants, leur budget, et leur bien-être physique et mental. Donc Selyn ne fournit pas seulement du travail aux artisan-e-s mais cherche à leur proposer des emplois de qualité, qui permettent un bien-être de long terme. C'est pour cela qu'existe la Fondation Selyn, qui a pour mission de mettre en place des programmes d'accompagnement des artisanes et de développement de leurs compétences. » La Fondation travaille dans 3 domaines clés : santé et bien-être, gestion financière, et développement des compétences. La fondation accorde également des prêts à faible taux d'intérêt aux membres de Selyn.

Selyn, entre tradition, modernité et durabilité

Selyn fabrique et vend des produits tissés à la main d'une grande variété : jouets éducatifs et accessoires pour enfants, objets de décoration, vêtements, bijoux... Côté production, Selyn gère toutes les étapes depuis l'achat du coton jusqu'au produit fini. Le travail est réparti entre plusieurs unités de production et les ateliers indépendants. Du côté vente, Selyn possède plusieurs boutiques au Sri Lanka et exporte directement dans plusieurs pays.



La confection de tissus artisanaux sur métiers à tisser fait partie intégrante de l'histoire et de la culture du Sri Lanka, mais cette tradition est aujourd'hui en déclin (prix trop bas, design passés de mode, manque d'expertise, d'infrastructure, de technologie). C'est pourquoi la préservation du savoir-faire traditionnel des artisan-e-s sri-lankais est une dimension importante de la mission de Selyn, qui mise sur la qualité et l'innovation en matière de conception des produits. Pour Selyn, cela passe aussi par plus de durabilité environnementale, et l'organisation est engagée pour réduire les impacts de ses activités : traitement des eaux usées résultant du processus de teinture, production d'énergie solaire, utilisation de chutes de tissus pour créer de nouveaux produits comme des colliers et bracelets. Selyn est également certifiée par PETA : 100% de ses produits sont vegan ce qui veut dire qu'aucun d'entre eux n'a causé de souffrance animale.

Défis multiples et perspectives

La pandémie de la covid-19 a durement touché le Sri Lanka, en provoquant notamment un effondrement du tourisme, si important pour l'économie du pays. 200.000 personnes auraient perdu leur emploi dans ce seul secteur

et 500.000 personnes sont passées sous le seuil de pauvreté. Depuis plusieurs mois, le pays est de surcroît confronté à la pire crise économique et politique de son histoire, avec des conséquences sociales et politiques très préoccupantes. Les habitant-e-s vivent au rythme de pannes d'électricité quotidiennes, de longues files d'attente devant les stations de carburant, des rationnements des denrées et d'une inflation record, le pays n'étant plus en mesure d'importer des produits essentiels.

Dans ce contexte, Selyn poursuit deux objectifs principaux : survivre jusqu'à l'année prochaine alors que tous les coûts augmentent, et jouer le rôle de filet de sécurité pour les femmes de sa communauté. Selyna Peiris, la fille de Sandra Wanduragala et directrice commerciale de Selyn nourrit pourtant d'autres rêves pour l'organisation : « nous voulons maintenir notre modèle d'entreprise durable existant et innover en intégrant des technologies telles que les blockchains, dans un objectif de transparence totale de nos filières et de meilleure rétribution des personnes investies dans l'organisation. Notre souhait est aussi de faire de Selyn une entreprise appartenant à la communauté. » ■



ET SI VOTRE ARGENT POUVAIT CHANGER LA SOCIÉTÉ ?

- Propos recueillis par Pauline Gregoire -

Remettre l'économie au service de la planète et des droits humains, c'est aussi parler d'argent, ce nerf de la guerre. Et notre argent à travers notre épargne a beaucoup plus de pouvoir qu'on ne le croit ! Et si nous le mettions au service d'un monde plus juste ? Nous avons rencontré Judith Van Parys (ancienne membre d'un JM-Oxfam), au Pop Up Store de la banque coopérative NewB, qui nous explique tout !



Quelle est l'histoire de NewB ? D'où vous vient l'idée et quelles ont été les étapes du projet ?

NewB est née de la société civile. Vingt-quatre organisations - dont Oxfam, Greenpeace, Médecins du Monde et d'autres se sont rassemblées pour créer une nouvelle banque éthique coopérative en Belgique. Cette idée est partie d'un double constat : d'abord, la crise de 2008 nous a montré que les banques n'avaient pas géré notre argent de manière correcte et que l'Etat a dû intervenir massivement pour sauver ces banques. Ensuite, on a aussi observé un appauvrissement du paysage bancaire en Belgique. Dans les années 1980, on avait beaucoup plus de types de banques différentes qu'aujourd'hui. On a donc eu la volonté de marquer une rupture avec le fonctionnement

des banques classiques et certaines pratiques du système capitaliste. Nous voulions créer une banque qui soit tout à fait différente sur le fond et sur la forme : une banque qui soit coopérative et aussi collective que possible pour la rendre accessible au plus grand nombre.

Le plus gros défi que vous ayez rencontré ?

Il n'y avait plus eu de création de nouvelle banque en Belgique depuis les années 1960. Le plus gros défi a donc été d'obtenir la licence bancaire, que les autorités de contrôle nous ont octroyée en janvier 2020.

C'était un long processus puisque la création de la coopérative, elle, remonte à 2011. En 2013, nous espérions que 10 000 coopérateurs et coopératrices allaient souscrire à au moins une part à 20€ en 3 mois. Finalement, le succès a été tel qu'en 48 heures de temps, 10 000 personnes ont souscrit à une part à 20,00€.

Nous avons donc entamé les démarches vis-à-vis des autorités de contrôle, mais on a été freiné dans nos démarches pour toute une série de raisons essentiellement techniques, peut être aussi un peu politiques.

Quels sont vos objectifs de « croissance » ?

A l'heure actuelle, c'est encore le début d'une aventure, mais qui tend à se pérenniser et croître. Déjà, nous sommes une banque tout à fait opérationnelle pour les particuliers : nous proposons un compte à vue, un compte épargne, une carte de paiement, un crédit vert pour la rénovation de bâtiments par exemple, et des assurances vélo, voiture, habitation.



Nous avons aussi mis en place un fond d'investissement qui répond vraiment aux plus hauts standards éthiques du marché et dont les balises ont été revues par nos organisations membres. Nous comptons financer exclusivement des projets respectueux de l'environnement et des droits humains, à la différence des autres banques, qui continuent de financer massivement les énergies fossiles (et qui représentent 80% du marché bancaire belge).

Nous venons de financer notre premier projet en avril, à Liège. Il s'agit d'un projet de coopérative immobilière à finalité sociale qui, grâce au cofinancement de NewB et deux autres organisations de financement, va pouvoir voir le jour. Nous avons aussi un enjeu de pérennité pour augmenter notre impact. Nous devons donc attirer suffisamment de client-e-s chez nous, afin de commencer à dégager une certaine forme de rentabilité.

Quand je mets mon argent chez NewB, qu'est-ce qu'il se passe ? Une banque éthique, c'est quoi ? Comment les décisions sont prises ?

En 2018, les banques françaises finançaient 3,5€ d'énergie fossile pour 1€ de renouvelable

(Oxfam), et le rapport « Banking On Climate Chaos » (2021) affirme que les plus grandes banques de l'UE ont considérablement augmenté leur financement des énergies fossiles entre 2016 et 2020.

NOUS AVONS VRAIMENT ENVIE DE CHANGER LA SOCIÉTÉ ET LA BANQUE DEVIENT UN MOYEN POUR CHANGER CETTE SOCIÉTÉ.

Quand on met son argent chez New B, on le met d'abord dans une structure dont la gouvernance est coopérative. Ça veut dire que vous, lorsque vous achetez une part au capital de 20 euros, en tant que particulier ou personne morale, vous devenez donc copropriétaire, ou coopérateur/riche. Avec tous les autres membres vous avez la possibilité de voter sur les grandes lignes du projet de la banque lors des assemblées générales. Chez NewB, une personne égale une voix, peu importe la part engagée.

Comment voyez-vous la finance de demain, quels rôles doivent jouer les banques pour permettre l'émergence d'un monde économique au service de la planète et des droits humains ?

Une banque est surtout un moyen pour changer les choses. Ce n'est pas une fin en soi. Nous avons vraiment envie de changer la société et la banque devient un moyen pour changer cette société.

Par ailleurs, NewB n'est pas un OVNI dans le paysage bancaire européen. Il existe aussi la Fédération européenne des banques alternatives et éthiques, et d'autres regroupements de banques coopératives qui existent. On peut citer en Italie la Banca Etica, la NEF en France, qui n'est pas une banque mais qui est une coopérative de crédit. Il y a également des exemples en Espagne ou en Allemagne. Ces banques se sont révélées également beaucoup plus résilientes face aux crises, et beaucoup plus rentables que les banques classiques.

Finance et climat, et finance et droits humains sont-ils compatibles ? pourquoi ?

Les standards de notre portefeuille d'investissement nous permettent de dire qu'aucune entreprise que nous finançons n'a un seul euro de chiffre d'affaires lié à des énergies fossiles, ni dans l'armement, ni dans les la déforestation, ni dans le travail des enfants, etc. Dans ce contexte-là, on a aussi mis des balises très claires par rapport aux droits humains.

On essaye un maximum de tracer ces entreprises, de savoir exactement ce qu'elles font de et avec leur argent, lorsqu'on achète une action ou des obligations. C'est tout un travail de fourni qui dépend fortement parfois de l'information qui est disponible ou de la capacité d'une équipe à aller fouiller au-delà de l'information disponible.

Donc plus on en sait sur la chaîne de valeur d'une entreprise, par exemple textile ou autre, plus nous pourrions nous positionner par rapport au type d'investissement faisable si cette entreprise répond à nos standards éthiques. Donc plus on augmente la réglementation en la matière, plus on permettra aussi de définir ce qu'est vraiment un investissement social et durable et ce qui ne l'est pas.

Un conseil à celles et ceux qui souhaitent se lancer dans le monde de la transition économique et écologique ?

On ne mesure pas à quel point notre argent a de l'impact, c'est à dire qu'on a beau faire attention - quand on a l'opportunité de le faire- à son alimentation, à sa manière de se déplacer, à la manière dont on trie éventuellement ses déchets, etc, l'impact de son argent, a des proportions complètement différentes.

Un exemple très concret : si j'achète aujourd'hui une action dans l'entreprise Shell pour une valeur de 2500€ c'est l'équivalent de l'empreinte carbone d'un an de ma consommation, donc je réduis à néant tous les efforts que j'ai pu faire pendant un an. Or, si je ne mets pas ces 2500€ chez Shell c'est autant d'empreinte carbone en moins que je génère, moi, en tant qu'individu, donc on a vraiment un pouvoir.

Alors, dans votre quotidien, vous n'achetez peut-être pas des actions de Shell, mais vous avez certainement votre argent dans une banque classique qui elle-même l'utilise à différentes fins, notamment dans l'investissement au profit de ce type d'entreprise.

Donc vous avez un pouvoir d'action à titre individuel de changer de banque et de placer votre argent dans une banque éthique.

Enfin, déculpabilisez-vous du fait que vous ne comprenez pas bien la finance. La finance a été rendue extrêmement complexe. Il faut donc qu'on puisse se la réapproprier. C'est en essayant de passer la première porte d'une banque comme NewB qu'on peut soi-même se réapproprier la finance. Et de notre côté, nous avons aussi la volonté de simplifier sa compréhension par tous et toutes au maximum. ■

LA FINANCE A ÉTÉ RENDUE EXTRÊMEMENT COMPLEXE. IL FAUT DONC QU'ON PUISSE SE LA RÉAPPROPRIER

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR BAG TO GREEN

- Adeline Gomet -

Chez Oxfam-Magasins du monde, des produits issus de nos partenaires des Suds sont proposés mais également quelques produits durables de fournisseurs européens (gamme Oxygen). Ceux-ci répondent à un questionnaire inspiré des critères du commerce équitable. Notre fournisseur Bag to Green est une startup belge née d'une initiative citoyenne. Elle propose des produits zéro déchet en lin, fabriqués en Belgique dans des entreprises de travail adaptés (ETA). Isabelle Deltour, la fondatrice, possède une vision concrète du développement durable et de l'entrepreneuriat social.

Isabelle et l'initiative citoyenne

Je suis mère, enseignante, ludothécaire, thérapeute psychocorporelle, coach, formatrice... Je me sens citoyenne du monde et concernée par l'écologie humaine et environnementale. En tant que citoyenne, je souhaite mettre mon temps professionnel, libre et disponible à ce moment-là au service

d'une cause plus large qui me tient à cœur. En 2015, je suis montée dans le train que conduisait l'Europe pour bannir les sacs en plastique jetables et me suis lancée dans la production de sacs à vrac alimentaire en lin pour les fruits et légumes & le pain. A l'époque, c'était quelque chose de totalement novateur ! Bag to Green a eu la seconde place dans le Prix du Développement Durable de la Province de Namur en 2016.



BAG TO GREEN

Belgique

Produits zero déchet : sac à savon, poche à sandwich, poche à snack & filtre à café

Actif depuis 2015 et collabore avec Oxfam depuis 2019

Travaille avec deux entreprises de travail adapté pour la confection : APAC à Manage et ALTERIA à Colfontaine



« Evidemment j'ai besoin de sous pour vivre, mais je n'ai pas créé une entreprise pour gagner de l'argent. Je veux apporter quelque chose et gagner ma vie de façon juste. »
Isabelle Deltour, fondatrice de Bag to green



Je porte une attention particulière à l'origine des matières premières que j'utilise pour créer ces produits. Le zéro déchet oui, mais pas à n'importe quel prix ! Beaucoup de personnes m'ont demandé pourquoi je n'ai pas sous-traité en Chine car de nombreux produits zéro déchet en vente sur le marché actuellement sont produits en Asie ou au départ de matières premières provenant d'Asie... malheureusement dans des conditions de travail parfois floues. Je souhaitais proposer des produits zéro déchet qui soient cohérents avec la définition du développement durable.

Il était essentiel de respecter chaque pôle du développement durable, notamment au niveau économique et social. Il est important que les rémunérations soient justes, et sans profits inutiles si ce n'est pas nécessaire pour continuer l'activité. L'idée est de fabriquer des produits éthiques à prix accessibles tout en en gardant en ligne de



mire la mission sociale. Ce que je trouve important, ce sont les contacts directs : pouvoir parler avec les ouvrières, leur montrer un nouveau prototype, échanger, collaborer afin de définir ensemble un modèle de produit fini avec le savoir-faire et les machines disponibles.

Je réalise moi-même les prototypes. Quant à la confection, elle est confiée à deux ETA (Entreprises de Travail Adapté) en Wallonie (Alteria et Apac). Ces ateliers emploient des publics fragilisés, précarisés ou porteurs de handicap. Pour la distribution, je me suis tournée vers la société belge de

distribution : Aux Petits Bonheurs. Elle partage les mêmes valeurs, c'est-à-dire, ne travaillant pas pour l'argent mais d'abord pour contribuer au mieux pour notre société, et travaille également avec une ETA.

Pourquoi le lin a-t-il été préféré au coton ?

Contrairement au coton, le lin utilisé est une matière locale ; il est cultivé en Belgique et dans le nord de la France. La culture et la transformation du lin sont mécaniques et écologiques. En outre, le lin est solide, léger et résistant aux bactéries et aux moisissures. Il régule l'humidité et se lave entre 40 et 60° avec un

rétrécissement minime comparé au coton. Cela en fait un matériau de choix pour l'emballage, le transport et la conservation des fruits et légumes dans le frigo et du pain dans la boîte à pain ou au congélateur. De plus, toute la plante est utilisée et le tissu de lin peut être recyclé comme isolant par exemple. »

Est-ce du lin bio ?

Non. Notre souhait étant de rester sur un approvisionnement local, il est très difficile de trouver en Belgique ou en France, des producteurs bio et en plus, abordables. En outre, les bénéfices du lin cultivé en bio sont limités car la culture du lin ne nécessite pas d'intrants chimiques. Le seul vrai gain, est la culture sur des terres bio.»

Le lin de Bag to green possède la certification « European Flax », qui s'adresse à toute entreprise, souhaitant être acteur de la traçabilité de leur chaîne de valeur pour garantir la qualité du lin cultivé en Europe. ■



ALTERIA

Alteria est une entreprise de travail adapté située à Colfontaine ; elle a été parmi les premières fondées en région Wallonne. Nous privilégions l'accompagnement des porteurs-euses de projets éthiques, durables et locaux. En plus de générer de l'emploi pour les femmes en situation difficile de la région, nous accordons beaucoup d'importance au mieux-être des employées. Certaines d'entre elles, couturières de formation, avaient été affectées à l'atelier de conditionnement médical suite à la fermeture de l'atelier de couture faute de débouchés. Suite à leurs sollicitations et afin de répondre à leurs aspirations professionnelles, un atelier de confection, a revu le jour en 2017.

Marina Bastien,
Directrice d'Alteria



DES LIENS DURABLES

- Simon Laffineur -

Craft Link est une organisation qui n'a eu de cesse, au cours de son histoire, de tisser des liens. Au propre, puisque l'artisanat équitable fort diversifié comprend notamment des vêtements. Mais surtout au figuré, entre de nombreux groupements du Nord au Sud du Vietnam afin de leur donner un accès au marché selon les principes du commerce équitable. Liens également entre tradition et modernité en conservant, perpétuant et actualisant des savoir-faire traditionnels dont certains attachés à des minorités ethniques issues de régions plus reculées. Partenaire commercial d'Oxfam-Magasins du monde depuis plus de 20 ans, Craft Link a également été un pionnier du commerce équitable au Vietnam, en devenant le premier membre vietnamien de l'Organisation Mondiale du Commerce Equitable (WFTO) en 2001.

Un tigre qui ne rugit pas pour tout le monde

Le surnom de tigre asiatique est donné au Vietnam lorsqu'à la fin des années 80 le pays sous régime communiste se réforme afin de s'ouvrir à l'économie de marché. Ravagé par des décennies de guerre, le Vietnam se redresse alors et l'on considère qu'il passe en trois décennies du statut d'un des pays les plus pauvres du monde à celui d'un pays dit « émergent » tentant de suivre l'exemple du succès de son voisin chinois.

En 1996, Tran Tuyet Lan, qui deviendra la directrice de Craft Link, fait le constat avec d'autres jeunes que cette poussée économique cache beaucoup de laissés pour compte. C'est dans ce contexte que Craft Link naît en ciblant des groupes sociaux marginalisés afin qu'ils puissent s'organiser, accéder au marché et mettre en valeur leur artisanat.

Aujourd'hui, Craft Link est toujours dirigé par des femmes qui exercent un leadership dans toutes les sphères de l'organisation.

Minorités soutenues et valorisées

Craft Link travaille en grande partie avec des minorités ethniques à travers tout le Vietnam. Outre leurs traditions distinctes, ces populations vivent bien souvent dans des aires rurales reculées. Il s'agit donc de leur permettre d'accéder au marché national grâce aux trois boutiques situées à Hanoi ou au sein de foires artisanales, mais également à l'exportation. Toutes les compétences nécessaires à la mise en place de ces filières équitables sont travaillées au sein de formations proposées par Craft Link, allant de la gestion des ateliers, la comptabilité, la fixation des prix, le contrôle qualité, l'adaptation des designs traditionnels à de nouveaux



CRAFT LINK

Vietnam

Bijoux, décoration d'intérieur et de Noël, poteries, vêtements et accessoires de mode

Actif depuis 1966 et collabore avec Oxfam depuis 1999

63 groupes

d'artisan-ne-s dont:

45% sont issus de minorités ethniques
25% sont des groupes défavorisés

[comme des personnes porteuses d'un handicap]



produits, à la sensibilisation aux principes du commerce équitable.

L'intérêt porté aux traditions, designs et textiles lié aux minorités est loin d'être une intention superficielle ou uniquement destinée à vendre de l'exotisme au marché européen, bien loin des velléités d'appropriation culturelle* qui ont fait l'actualité des grandes marques ces dernières années.

Craft Link porte un regard curieux, respectueux et documenté sur les traditions des minorités comme en témoigne les articles qui présentent tous les groupements qui font partie de l'association ou encore l'organisation d'évènements au Vietnam pour mettre en avant les traditions des minorités ethniques.

« L'une des compétences apprises par les jeunes filles est l'art de réaliser ce col très élaboré qui est attaché au Shao cho. Ce col présente une texture riche qui est créé par différentes couches de soie et de coton brodés. [...] Avec le soutien de l'UNESCO, Craft Link a encouragée le renouveau de cet art et a introduit une variété de nouvelles matières et couleurs. Des femmes de tout âge apprennent à reproduire de magnifiques pièces qu'elles peuvent ensuite vendre comme petites œuvres d'art ou utiliser dans la confection de housses de coussins ou de sacs ».

C'est aussi dans un souci de conservation et de revivalisme de ces savoir-faire que Craft Link agit, certaines techniques



bien particulières de tissage, de teinture, de broderie artisanale risquant de disparaître comme tant d'autres, happées par la grande mondialisation.

Et toujours une structure équitable

Soutenir des minorités à travers leurs traditions sans proposer de prix équitables pour l'artisanat produit serait aberrant. L'équipe de Craft Link a la tête sur les épaules et sait que pour cela elle doit opérer comme toute entreprise afin de s'assurer une solidité financière. Mais cela ne doit pas faire oublier qu'il s'agit de faire les choses bien autrement que dans le monde des affaires conventionnel : une relation durable et engagée avec les groupements qui collaborent avec Craft Link, des salaires équitables et des profits qui sont réinjectés dans l'organisation afin notamment de développer de nouveaux projets.

La rémunération des artisans et artisanes est 30 % plus élevée que le salaire minimum fixé par le gouvernement vietnamien. Le défi

est de maintenir et faire progresser à la hausse ces salaires afin de pallier notamment l'inflation forte en raison de l'économie du pays qui a toujours été en croissance entre 1996 et 2021. ■



Regarder la vidéo sur Craftlink sur youtu.be/r6liWwTx31k



Appropriation culturelle ?

Concept qui recouvre beaucoup de réalités différentes, nous faisons ici allusion aux savoir-faire traditionnels dont le design et les techniques sont parfois unilatéralement récupérés par des grandes marques du textile usant d'une position dominante et à des fins de profits.

LE CAFÉ MUUNGANO : ENSEMBLE POUR L'AGROÉCOLOGIE !

- Patrick Veillard -

Muungano est un terme qui signifie "ensemble" en swahili. C'est aussi le nom que s'est choisi une coopérative agricole opérant dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), près du lac Kivu. Le génocide rwandais de 1994 et la guerre civile congolaise ont durement touché ont durement touché les petits groupes de producteurs/rices de café de cette région. Près de 350 de ces dernières ont fondé la coopérative en 2009 dans l'objectif de donner un nouvel espoir à ces communautés. Oxfam Belgique achète du café à l'organisation depuis 2011 en la soutenant sur de multiples aspects.

La coopérative regroupe actuellement 4 200 membres, dont plus d'un tiers sont des femmes. Les membres de Muungano sont convaincus que le principal moteur de leur développement est l'amélioration de leurs capacités de production et de la qualité de leurs produits. Dans ce but, ils ont adopté et mis en place des pratiques agroécologiques pour différentes productions.

Agroécologie : un café meilleur pour le climat... et pour nos papilles !

En collaboration avec Oxfam Belgique, un projet de soutien à l'agroécologie a ainsi été développé auprès de plusieurs membres de la coopérative. Le but est d'aider à l'adoption de différentes pratiques agroécologiques. Exemples : le paillage des champs de café (ce qui permet notamment de retenir l'humidité) ; le rajeunissement des

plants de café (ainsi plus productifs et adaptés au changement climatique) ; la culture intercalaire avec d'autres arbres fruitiers (pourvoyeurs d'autres sources d'alimentation et de revenus, avec des co-bénéfices en termes de biodiversité) ; l'introduction d'arbres d'ombre (pour réduire l'impact des fortes pluies et/ou d'un trop fort ensoleillement) ; la plantation de haies (pour lutter contre l'érosion des sols).

Outre une formation spécifique, les agriculteurs/rices participant au programme reçoivent un "kit de démarrage" comprenant des outils de taille, un carnet de notes et des bottes en caoutchouc. De plus, il est prévu d'acheter des graines de différents arbres fruitiers et d'ombrage pour créer une pépinière, qui sera gérée directement par les membres de la coopérative.



MUUNGANO

République Démocratique du Congo - Sud du Kivu

Café arabica certifié bio

Fondée en 2009, partenaire d'Oxfam depuis 2011

Coopérative de plus de 4.200 membres dont plus d'un tiers de femmes



Les résultats de ces pratiques agroécologiques sont encourageants : en un an, la production d'un champ peut augmenter de 50%. La qualité du café est également meilleure. De plus, cela oblige les agriculteurs/rices à tenir des registres rigoureux et d'avoir donc une meilleure idée de leurs dépenses et revenus, une étape nécessaire vers un revenu décent.

Un revenu meilleur pour ses producteurs et productrices

La coopérative de Muungano produit donc un café de très bonne qualité, ce qui lui permet de le vendre à des prix plus élevés. De bonnes pratiques d'achat ont également été instaurées, tel le préfinancement du café via les acheteurs et des institutions de financement alternatives. Les cultivateurs/rices n'ont ainsi pas besoin d'attendre que la coopérative ait effectivement vendu leur café pour bénéficier de leurs revenus.

En plus d'un prix équitable, Muungano reçoit aussi une prime équitable. Cette prime permet notamment à la coopérative de financer des soins de santé à ses membres (ex. construction d'une clinique médicale), de soutenir des caisses d'épargne et de crédit et de pourvoir à un second paiement pour les producteurs/rices de café. ■



Notre café dégage des arômes d'agrumes et des notes florales. Il se déguste idéalement en mode expresso. Il est aussi très apprécié avec une cafetière-filtre ou en infusion froide. Cultivé sans pesticides ni engrais chimiques à l'ombre des arbres de jungle, ce cru congolais possède beaucoup de caractère, avec une attaque très fruitée et une belle persistance.



Let's do it fair

Ce projet est l'un des 8 projets soutenus par le fonds européen pour la Justice Climatique, coordonné par l'association européenne du commerce équitable (EFTA) dans le cadre de la campagne 'Let's do it fair'. Vous pouvez faire un don à ce fonds commun via notre plateforme en ligne de récolte de dons

odm.be/donner

L'ÉQUITABLE NE MANQUE PAS DE RESSOURCES !

- Simon Laffineur -

CRC, Craft Ressource Center ou CRC Exports Pvt. Ltd. de son vrai nom est une entreprise privée. Choix qui était, selon son directeur actuel, le plus adéquat au moment de sa création. Cela n'empêche pas que l'on parle bien, dans le cas de CRC, d'une vraie économie sociale, que l'on pourrait qualifier d'holistique, vue la diversité d'activités menées en son sein: production, distribution et exportation de produits équitables, mais aussi microcrédits, formations, éducation, plaidoyer, etc.

Fondée à l'origine au sein d'un projet initié par la Direction du développement et de la coopération suisse et Claro (organisation de commerce équitable suisse), CRC s'émancipe du programme au début des années 90.

CRC débute ainsi avec l'avantage d'une connaissance profonde des besoins des groupements artisans qu'Irani Sen, fondatrice charismatique, avait pris le temps de rencontrer, afin de chercher des solutions sur mesure aux difficultés socio-économiques locales.



CRC
Inde

Foulards, sacs en cuir écologique, textile et décoration d'intérieur, bijoux, jouets....

Actif depuis 1990 et collabore avec Oxfam depuis 2013

26 groupes d'artisan-e-s :
5000 familles impactées.
Augmentation moyenne du revenu des artisan-e-s : + 200%.
Augmentation des femmes artisanes : + 60 %.

Basée à Kolkata, CRC a travaillé depuis ses débuts avec 63 groupes d'artisan.e.s avec comme objectif de donner davantage d'opportunités et de guider chaque groupe vers une autonomie et une activité florissante qui ne soit pas uniquement tournée vers l'exportation mais aussi vers le marché local. CRC insiste sur le fait que depuis 30 ans, la société n'a jamais eu besoin de bourses ou de subsides après son développement initial.

Un tremplin pour l'artisanat
A côté d'une aide technique et logistique, CRC agit surtout comme un soutien à l'organisation, la structuration et l'acquisition de compétences professionnelles. Lorsqu'un nouveau groupement commence à travailler avec CRC, les volets « services et formations » permettent graduellement de valoriser les produits artisanaux, de définir des prix équitables sur base des coûts des matières premières et de la main d'œuvre, de créer de nouveaux échantillons, de veiller à inclure davantage de femmes dans les métiers, de connaître les principes du commerce équitable.

Dès qu'un groupe dispose de suffisamment de commandes, et par conséquent de ressources financières, CRC lui demande d'assurer aux membres non seulement un salaire vital mais aussi d'autres avantages tels que crédits sans intérêts, contributions aux frais scolaires des enfants, assurance-maladie...

Durer dans le temps

Quels sont les défis que CRC se donne actuellement ? Agrandir le marché pour les produits réalisés par les groupements en tentant de donner davantage un travail soutenu tout au long de l'année. Utiliser les réseaux sociaux pour accroître leur notoriété. S'aligner toujours davantage sur l'économie circulaire au travers des produits et techniques comme le coton bio, l'éco-cuir, les teintures végétales, les produits recyclés et upcyclés. ■

En savoir plus :

Article d'Elisabeth Piras paru dans *ex aequo* n°56 - décembre 2016, sur bit.ly/3PSYqx1

Interview de Indro DASGUPTA, directeur de CRC, 2020 youtu.be/5jaPr4LVQdw

Découvrir les produits de CRC

CRC propose notamment des produits en cuir eco-friendly, soit un processus qui se passe des nombreux produits toxiques habituellement utilisés dans les tanneries depuis que le tannage industriel a pris le dessus. Les peaux de buffles élevés dans la région de Kolkata sont tannées uniquement à l'aide de plantes ou minéraux.



Zardozi Original

« Hira, le jeune fils d'un ouvrier mécanicien, travaillait comme brodeur zari (ndr : un style de broderie originaire d'Asie centrale arrivé en Inde au 12e siècle) à New Delhi. Surchargé et sous-payé, il réalisa que l'artiste était le perdant d'un système injuste qui profitait surtout au producteur en chef et aux autres intermédiaires. Après des congés, il ne retourna pas au travail car son oncle lui présenta le travail de CRC. Hira et quelques collègues décidèrent de former Zardozi Original en 2011. Aujourd'hui, six personnes créent des foulards, sacs et linge de maison. Débarrassés des intermédiaires, le groupe profite des fruits de son labeur et la vie s'embellit » .

QUAND L'UNION FAIT LA FORCE

- Laura Pinault -

L'artisanat péruvien, entre richesse culturelle et précarité sociale

Le Pérou a connu au cours de ces quinze dernières années un essor économique notable, mais malgré une amélioration générale des conditions de vie, une frange importante de la population reste coincée dans la pauvreté et les inégalités persistent. Le secteur informel est majoritaire, et l'artisanat en fait partie. Si les artisan-e-s péruvien-ne-s perpétuent un savoir-faire appartenant à l'identité culturelle amérindienne, avec des traditions artisanales d'une grande richesse et diversité, le marché reste

instable et précaire. Concurrence des produits industriels d'importation asiatique (entre autres), à prix bas ; effets de mode volatils ; imitation très courante sur le marché de la décoration d'intérieur ; l'artisanat est très dépendant de la situation économique car il s'agit de biens de consommation qui ne correspondent pas à des besoins primaires. En conséquence, sortir de la pauvreté et s'assurer une stabilité financière dans la durée est toujours difficile pour de nombreux-euses artisan-e-s.

S'associer pour se renforcer et s'émanciper ensemble

Face à ces difficultés, de nombreux-euses artisan-e-s ont décidé de se réunir en associations, pour avoir plus de poids sur le marché et face à des intermédiaires leur imposant des prix bas et des conditions de production difficiles. C'est ainsi qu'est née l'association CIAP (Centrale Inter-régionale des Artisans du Pérou), avec l'objectif d'améliorer la situation économique et sociale des organisations d'artisan-e-s tout en revalorisant l'artisanat traditionnel andin.

« Durant la période coloniale, la culture andine a été réprimée, et était considérée comme inférieure. A travers leurs produits, les artisan-e-s exprimaient leurs traditions, leurs coutumes. La CIAP



a tenté de sauver ces traditions, pas seulement avec les produits, mais en faisant vivre cette culture dans la vie de tous les jours. Ensemble avec les artisan-e-s, nous avons fusionné des aspects modernes aux traditions des cultures andines. » Bertha Flores Barrientos, ancienne présidente de la CIAP en photo ci-contre.

10 ans après sa fondation, la CIAP crée l'entreprise Intercrafts Peru, afin de gérer et développer l'exportation des produits



CIAP INTERCRAFTS

Pérou

Décoration, vêtements et accessoires en laine d'alpaca, bijoux, tapis et textiles, instruments de musique, jouets...

Actif depuis 1992 et collabore avec Oxfam depuis 2012

Groupement de 250 personnes organisées en 14 associations



artisans fabriqués par ses organisations membres et ainsi accéder à plus de débouchés commerciaux et donc de revenus. Dans les années 2000, la CIAP rassemble alors plusieurs organisations situées dans différentes régions du pays et aux statuts et objectifs variés : des associations d'artisan-e-s ; une coopérative d'épargne et crédit ; des entreprises privées dont Intercrafts Peru et Pachamama, une structure de tourisme responsable. À travers ses projets, l'organisation a réussi à donner une stabilité économique aux artisan-e-s avec qui elle collabore et à leurs familles en leur permettant d'améliorer leurs revenus de manière régulière.

« L'avantage de se regrouper en association est de pouvoir obtenir ensemble tout ce dont chacun a besoin individuellement ; qu'il s'agisse de formations, de vendre nos produits de manière groupée, ou de nous faire entendre auprès des autorités » témoigne Bertha.

Des améliorations notables pour les artisanes et leurs familles...

Une grande partie des associations de la CIAP est située dans la région de Lima, l'autre dans la région de Puno, près du lac Titicaca. De nombreuses artisan-e-s de Lima sont originaires d'autres régions, dont ils/elles ont émigré dans les années 1980 à cause du conflit armé. Ils/elles se sont soutenu-e-s mutuellement, travaillant ensemble, solidairement. La CIAP a eu un impact positif important au niveau de l'éducation : beaucoup de ses membres n'avaient terminé que l'école primaire ; leurs enfants par contre ont pu faire de plus longues études. Pendant de nombreuses années, la CIAP a aussi proposé de nombreuses formations et activités, allant de formations en matière de gestion administrative et commerciale, à des sessions de sensibilisation à l'égalité de genre et au commerce équitable, en passant par des aides au niveaux technique et

organisationnel, de développement de produits, ou encore par l'organisation d'activités sociales et culturelles.

... pourtant menacées par les difficultés économiques

Mais depuis 2015, toutes ces activités ont été réduites en raison d'une succession de difficultés induites notamment par la baisse des commandes. Celle-ci est causée par la crise économique mondiale, et la concurrence d'entreprises conventionnelles qui ne respectent pas les principes du commerce équitable. CIAP-Intercrafts a donc été confrontée à une réduction de ses ressources et à des difficultés organisationnelles.

Ce sont de véritables défis pour l'organisation, qui cherche des alternatives pour poursuivre sa mission, telles que le tourisme solidaire et responsable, le développement du commerce au niveau local et national, et l'e-commerce. ■

Gouvernance partagée, expérience de démocratie participative

La CIAP a un fonctionnement démocratique. Ce sont les artisan-e-s qui prennent les décisions importantes relatives au fonctionnement de l'organisation et à son futur, via plusieurs instances dont le conseil d'administration d'Intercrafts au sein duquel siègent des artisan-e-s. Le directeur actuel d'Intercrafts est lui-même un artisan. L'objectif de l'entreprise n'est pas d'atteindre un niveau de profit élevé mais d'être un canal de commercialisation pour l'artisanat et de générer un revenu durable et décent pour les artisan-e-s.



PARTICIPEZ !

OCTOBRE

La semaine du commerce équitable
Du 09 au 15 octobre 2022

Journée de résistance à la fastfashion
15 octobre 2022

à la Tour à Plomb : découvrez l'envers de vos vêtements en vous amusant, et en savoir plus sur les techniques de résistance !

NOVEMBRE

Les petits déjeuners Oxfam
19-20 novembre 2022

Avec la mise à l'honneur de
notre partenaire Selyn !

Action Fair Play

Qui dit coupe du monde dit être Fair Play ! Plus d'infos à venir sur notre site et sur Facebook.



Suivez la campagne
#MakeTradeFair
sur **omdm.be**



OXFAM
Magasins du monde